



OPPOSITION AU NOUVEAU RÉSEAU DE PROXIMITÉ DES FINANCES PUBLIQUES

Par Guillaume Caire

Le 05/07 à 05h23 • MâJ 05/07 à 05h23

« Ce que l'on dit et ce qu'il [Pascal Rothé, directeur général des Finances publiques (DGFIP) du Var] dit, c'est la même chose, mais l'interprétation est différente ».

« Ce que l'on dit et ce qu'il [Pascal Rothé, directeur général des Finances publiques (DGFIP) du Var] dit, c'est la même chose, mais l'interprétation est différente ». Voilà comment l'intersyndicale FO, CGT, Solidaires des Finances publiques résume le conflit qui l'oppose à Pascal Rothé.

Cette divergence porte sur le futur réseau de proximité de la DGFIP. Dans nos colonnes (édition du 29 juin), le directeur général du Var déclarait que la direction n'est pas *« sur une logique de fermetures de trésoreries »*. Pour autant, les syndicats déclarent que 16 trésoreries varoises fermeront d'ici à 2022.

— CRÉATION D'ACCUEILS DE PROXIMITÉ

La réforme prévoit la création de points d'accueil de proximité dans les maisons France service et les maison de service au public. M. Rothé annonçait que le Var allait *« dépasser de plus de 30 %, voire 40 %, le nombre d'implantations »*. Pour les syndicats, ces implantations ne pourront pas remplacer les trésoreries. *« Dans ces points, on aura des agents qui ne viennent pas des Finances publiques, qui seront peu formés et qui devront répondre à des questions concernant une dizaine d'autres services publics, déplorent les représentants syndicaux.*

On parle d'accessibilité mais la fiscalité est particulière et beaucoup de monde continue à fréquenter les trésoreries pour se rassurer ».

Une phase de concertation doit durer jusqu'à octobre. L'intersyndicale y voit une mascarade : *« On peut seulement négocier les lieux d'implantation des points d'accueil. On ne peut rien dire sur le nombre de suppressions de services »*. Les centrales estiment des suppressions de l'ordre de 250 à 300 postes.